Document generated on 04/21/2025 8:07 a.m.

Cap-aux-Diamants
La revue d'histoire du Québec

La riposte des assiégés

Alyne LeBel

Volume 2, Number 2, Summer 1986

Québec, fleuron du patrimoine mondial

URI: https://id.erudit.org/iderudit/6517ac

See table of contents

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)
1923-0923 (digital)

Explore this journal

Cite this article

LeBel, A. (1986). La riposte des assiégés. *Cap-aux-Diamants*, *2*(2), 49–52.

Tous droits réservés © Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le 60ième Régiment, formant les Fusilliers du Roi, quitte la Citadelle de Québec au mois de novembre 1871. Tiré de: **The Canadian Illustrated News**, *1871).*

LA RIPOSTE DES ASSIÉGÉS

par Alyne LeBel*

Jusqu'en 1871, la ville de Québec abritait en ses murs la garnison britannique. Le départ des militaires donne alors le signal à une série de démolitions, majoritairement perçues comme favorisant enfin la libre circulation des biens et des hommes entre les divers quartiers de la ville. Les portes Prescott et Saint-Louis tombent les premières, en 1871, suivies par celles du Palais et Hope, deux années plus tard.

Le mouvement a été suffisamment fort pour que les historiens et observateurs nous transmettent une image encore vivace des Québécois massivement opposés à la conservation de leur patrimoine. L'intervention *in extremis* du gouverneur général du Canada, lord Dufferin, nous aurait évité la catastrophe.

Aujourd'hui, avec le recul, l'action de lord Dufferin conserve tout son sens. Cependant, il convient de rappeler que certains de nos devanciers moins connus que le gouverneur du Canada avaient vainement tenté, à l'époque, de conserver la place forte. D'ailleurs, Dufferin admettait lui-même, en décembre 1874, «*la nécesité de percer éventuellement les murs dans le but d'améliorer les communications avec les faubourgs*». En empêchant que les fortifications ne disparaissent, le gouverneur innove moins qu'il n'use de son prestige pour faire triompher une cause autrement perdue.

Des écrivains francophones tels Arthur Buies et Faucher de Saint-Maurice s'étaient portés avant lui à la défense des vieilles fortifications. Néanmoins, si leur implication permet de nuancer la perception traditionnelle des Québécois de ce temps, elle ne changea guère le cours du débat.

Faucher de Saint-Maurice résumait ainsi, en 1879, l'action du gouverneur: «*La cité de Champlain n'allait plus exister que dans les gravures des bibliothèques, que dans le souvenir des vieillards, lorsqu'un jour ce que nos prêtres, nos artistes, nos lettrés n'avaient cessé de se répéter, fut dit par un homme de goût, qui joignait à ce titre celui de gouverneur général du Canada*».

---

* *Historienne, membre du comité de rédaction.*

QUESTION DE LA PORTE St. JEAN.

Le maire, un militaire, 3 citoyens. M. Larose.

1er Citoyen. M. le maire, je me casse un membre toutes les fois que je passe sur les décombres de cette maudite porte. Quand allez-vous remédier à ça?

Le Maire. Quand M. Cauchon sera maire il vous esongera ça. A présent parlez à M. Larose.

2ème Citoyen. Ecoutez donc, Larose, je suis charretier, je suis fatigué de passer par cette s.....e.....geuse de petite porte de l'Esplanade. Quand est-ce que je pourrai passer par la nouvelle porte :

Larose. Allez vous faire sacrer, je n'ai plus rien à faire ici, parlez au maire et laissez moi pointer.

3ème. Citoyen, M. le militaire, c'est à vous d'y voir.

Le Militaire, God dam that is none of my business. Go to....

Que faire ?

Caricature illustrant le débat autour de la démolition de la porte Saint-Jean qui anima les citoyens et les autorités municipales de Québec. Tiré de: La Scie illustrée, *1 déc. 1865.*

Une présence encombrante

Au cours des décennies 1850 et 1860, on réclame à grands cris l'enlèvement des portes de Québec. Elles présentent surtout l'inconvénient, selon les observateurs, de compliquer les communications entre le reste de la ville et les quartiers intra muros, où se trouvent concentrés plusieurs services et une grande partie de la population. À ce problème se greffe celui des accidents nombreux: les chevaux se blessent et les véhicules se cassent en traversant les lieux mal entretenus. Toutefois, de l'avis unanime, seule la porte Saint-Jean est véritablement incommode.

Photographie de la porte Saint-Jean nous montrant un tramway tiré par des chevaux. La porte fut construite en 1867 et démolie en 1897. ***(Archives de la ville de Québec).***

En 1864, une entente intervient pourtant et les autorités militaires consentent à l'enlever à la condition expresse d'en construire une plus large. Un règlement municipal sanctionne cette intention en novembre. Mécontents, les citoyens réclament la disparition complète de l'ouvrage. Afin de régler le différend, les élus locaux et provinciaux convoquent, suivant la tradition, une assemblée de citoyens à l'Hôtel de ville pour le premier décembre. Deux ministres y participent: le président du Conseil exécutif, Isidore Thibaudeau, et François Évanturel, membre de la Chambre d'Assemblée et représentant du comté de Québec. Premier à prendre la parole, le ministre Évanturel note la faible participation des citoyens à une rencontre de cette importance, puis énumère les raisons qui, à ses yeux, justifient l'élimination des portes.

La voix des défenseurs

Une proposition est mise aux voix. Elle vise à obtenir les autorisations nécessaires pour ouvrir complètement la rue Saint-Jean et pour élargir les autres portes de la ville. La discussion s'engage et le secrétaire du Morrin College, Daniel Wilkie, exprime son opposition: il préférerait conserver le charme des vieilles fortifications et reconstruire la porte Saint-Jean. Le conseiller municipal C. Roger l'approuve en ajoutant même que les murs en Chine, à Lucerne ou à St.Andrews, comme les portes de Dundee ou de Temple Bar ou encore la Tour de Londres, survivent sans problème à l'ère industrielle. Les citoyens J.W. Henry Bickell et Côté appuient le point de vue de l'instituteur Wilkie. C'est cependant insuffisant. La proposition est finalement adoptée par 22 voix: une «*large majorité d'une très petite assemblée*», précise le reporter du *Quebec Daily News* le 2 décembre.

Le projet du gouverneur, baptisé «Dufferin Improvements», consistait en une série de plans dressés par l'ingénieur irlandais Lynn de Belfast. Ceux-ci prévoyaient la prolongation de certaines rues, l'élargissement de l'Esplanade, une promenade longeant les fortifications et l'extérieur de la citadelle, un «design» à caractère romantique pour les portes et un nouveau Château Saint-Louis. À quelques modifications près, ces travaux se réaliseront avant la fin du siècle. Mais l'avenir des ouvrages fortifiés n'était pas garanti pour autant.

La revanche des hommes d'affaires

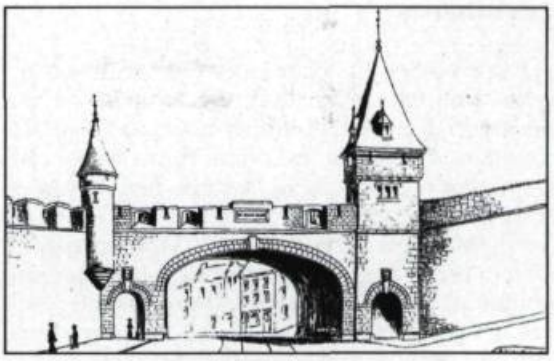
À la fin du XIXième siècle, le retour de la prospérité au lendemain de la crise économique, ainsi que l'arrivée des tramways, réveillent la malveillance des Québécois à l'endroit de leur armure de pierre. Une lettre adressée le 25 novembre 1896 par le secrétaire de la Chambre de commerce, Nazaire Levasseur, au conseil de ville,

en témoigne. Le conseil de la Chambre de commerce, écrit-il, «*a exprimé unanimement le voeu que (...) Québec décide de faire démolir aussitôt que possible la porte St-Jean, qui n'est pas un monument historique et qui gêne la circulation des voitures, des piétons et gênera celle du futur tramway électrique*». Appuyés cette fois par une vaste mobilisation organisée par le *Morning Chronicle*, le *Soleil* et l'*Événement*, les hommes d'affaires auront raison de ce monument, à peine trentenaire.

Avant de pouvoir exhiber une porte reconstruitre, il faudra attendre une autre génération et une nouvelle campagne patriotique dans la presse en faveur de la conservation des vieux murs de Québec qui en recommandait la «*restauration sous le plus bref délai, (...) afin de conserver le cachet de la capitale française du Canada français*».

De 1927 à 1929, le solliciteur général Lucien Cannon, le colonel Henri-Edgar Lavigueur, le sénateur Jules Tessier, les membres du cabinet Mackenzie King, le sénateur David-O. L'Espérance, le ministre canadien de la Défense, J.L. Ralston et le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau collaborent à cette entreprise. Elle aboutit à la restauration et à l'entretien des murs qui se poursuivent encore de nos jours. Dans cette foulée, la porte Saint-Jean actuelle a pu être reconstruite en 1939.

Les trois vagues d'actions entreprises en faveur ou contre les ouvrages militaires par les Québécois au cours des décennies 1860, 1890 et 1920 se reconnaissent d'abord par leur caractère périodique: elles sont séparées en moyenne par la durée d'une génération. De plus, ces mouvements sont généralement associés à des tournants dans le développement économique. Autre constante, les initiatives de destruction proviennent toujours du monde des affaires et sont justifiées au nom du «progrès moderne». Enfin, les améliorations technologiques dans le domaine des transports servent dans les trois cas de prétexte au déclenchement du processus.



Esquisse d'une proposition pour reconstruire la porte Saint-Jean. Anonyme, 1936.
(Archives de la ville de Québec).

La nouvelle porte Saint-Louis fut édifiée en 1878 d'après les projets de lord Dufferin, dessinés par W.H. Lynn, et les plans de Charles Baillargé.
(Archives nationales du Québec, coll. Initiale).

Photo prise lors de l'inauguration de la porte Saint-Jean en juillet 1939.
(Archives de la ville de Québec, Fonds Thaddée-Lebel).

Les origines

Il faut rappeler que les années 1863 et 1864 marquent un sommet dans la construction navale, un véritable âge d'or pour les marchands anglo-saxons de Québec et les commerçants de bois. Ils dominent complètement la scène municipale et imposent leurs vues au conseil de ville. L'année 1863 correspond également à l'incorporation d'une première compagnie de transport en commun, la Quebec Street Railway, qui introduira l'année suivante les premiers tramways tirés par les chevaux dans la basse-ville.

La fin du XIXième siècle marque quant à elle une ère économique nouvelle, celle des hommes d'affaires locaux impliqués dans l'industrie et les services. La ville se remet alors lentement d'une crise économique qui a eu raison de bon nombre d'industries naissantes. En 1897 apparaissent les tramways électriques, véritables symboles du progrès qui seront finalement le prétexte invoqué pour réclamer une seconde fois la démolition de la porte Saint-Jean. Autre raison, dans cette partie de la ville, le long de la rue Saint-Jean et de la Côte de la Fabrique et de la rue Buade, se trouvent concentrées plusieurs maisons spécialisées dans le commerce de détail.

Plus tard, avec les «années folles», on assiste à une phase d'expansion économique et urbaine sans précédent dont l'automobile est la grande responsable. Mais cette fois, l'opinion publique se mobilise en faveur de la conservation et de la restauration des fortifications de Québec, à cause de leur extraordinaire potentiel touristique. Cette campagne, conduite par les nationalistes, aboutira finalement à la création de la première Commission d'urbanisme dont les pouvoirs limités au début se résument à approuver les divers permis de construction, à contrôler l'apparence architecturale et la symétrie des constructions et à conserver le cachet des bâtiments intra-muros.

Il est également intéressant de se pencher sur les opposants que ces mouvements rencontrent au cours des ans. Alors que durant la décennie 1860, les anglophones liés au Morrin College et à la Quebec Historical and Literary Society luttent à peu près seuls contre les autres groupes, on constate qu'en 1896 l'Institut canadien a repris le flambeau. Au cours des années 1920, toute la presse francophone – l'*Action catholique*, le *Soleil*, l'*Événement* – change son fusil d'épaule et défend le patrimoine, tout comme le conseil de ville et la Chambre de commerce.

Chaque génération a repris ses propres initiatives dans ce débat, sans continuité ou logique apparentes. Le Québec d'aujourd'hui assume les conséquences de ces décisions contradictoires, elles font partie de son histoire et lui ont même valu une reconnaissance mondiale. ◆

ARCHITECTES
GAGNON, GRONDIN, VACHON
94, rue Dalhousie,
Suite 101
Québec (Québec)
G1K 4B8
Tél.: (418) 694-1180
Yves Gagnon
Jean Grondin
Richard Vachon

Danielle Godbout
architecte
751 côte Ste-Geneviève, Québec G1R 3L3
Bur.:(418) 648-8079 Rés.:(418) 926-2140

GID
DESIGN
musées
centres d'interprétation
expositions permanentes
expositions temporaires
480, boul. champlain, québec, qc g1k 8b8
418•522•3881